

	SOMMAIRE	<p>Coopératives financières La digitalisation dans le processus d'inclusion financière en Afrique de l'Ouest</p>  <p>P 5</p>	<p>Arcep La régulation télécoms au regard des performances</p>  <p>P 6&7</p>	<p>CoP 29 Adoption d'un accord a minima et de surcroît incertain</p>  <p>P 10</p>
---	----------	--	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

La revente de céréales, une bonne affaire pour Moumouni Tairatou à Blitta

Depuis quelque temps, Moumouni Tairatou étale chaque matin ses bassines remplies de maïs, de soja et même de piments. Mais, pour cette mère de deux enfants, rien n'a été facile. Elle vit depuis près d'une vingtaine d'années avec son mari dans un quartier de Blitta. Il y a quelques années, dans l'incapacité de trouver du travail parce que très peu scolarisée, et sans autre moyen de compléter les maigres revenus que son époux tirait de l'agriculture, elle était sou-vent amenée à aider une amie commerçante pour rentrer avec un peu d'argent. Heureusement qu'en 2015, elle est devenue bénéficiaire du Fonds National de la Finance Inclusive FNFI. Désormais, elle est très connue dans son quartier avec son activité de revente de céréales. Retour sur son histoire.

De nombreuses femmes ayant grandi dans les zones rurales comme Moumouni Tairatou se heurtent à des problèmes d'accessibilité à l'éducation, à la formation et à l'emploi. C'est particulièrement vrai dans les zones rurales, où le secteur agricole est la principale activité. " Dans mon enfance et ma jeunesse, j'aidais mamaman à cultiver son champ.", confie Tairatou.

Un jour en 2015, une femme s'est adressée à Tairatou et lui a proposé son aide. Cette femme, Mme ZIBO Laouratou, a invité Tairatou à participer à une séance de sensibilisation sur les produits FNFI.

Rapidement, Moumouni Tairatou fait les démarches et obtient fin 2015 un premier crédit de 30 000 FCFA avec le produit APSEF. Elle a aussitôt investi cette somme pour se lancer dans une Activité Génératrice de Revenus. Elle a commencé à revendre du maïs ainsi que du soja pour générer des revenus supplémentaires. "Ce crédit a changé ma vie. J'ai démarré avec les 30 000 FCFA et petit à petit mon activité a évolué", confie-t-elle.

À mesure que ses revenus augmentaient et avec les prêts successifs obtenus, Moumouni Tairatou a pu essayer de nouvelles choses et a rapidement



Moumouni Tairatou

lancé la revente de produits agricoles. Depuis quelque temps, elle cherche à acheter ses produits en

plus grandes quantités et surtout à agrandir et refaire la peinture de sa boutique. Aujourd'hui, son activité occupe pratiquement toute la devanture de la maison familiale. Un repas chaud attend toute sa famille tous les soirs, et les frais de scolarité de ses enfants sont régulièrement payés. Elle témoigne : "Je suis fière d'avoir développé mon commerce en partant presque de rien. Aujourd'hui mes enfants ne manquent de rien et j'arrive à aider mon mari".

Les crédits obtenus par Tairatou et les séances d'éducation financière suivies étaient tout ce dont elle avait besoin pour démarrer une activité, gagner un revenu décent, lutter contre l'insécurité alimentaire, éduquer ses enfants. Elle est la preuve que l'élimination des barrières à l'inclusion financière des femmes donne naissance à une société plus riche, plus dynamique et plus équitable pour tout un chacun

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo

Edy Alley

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Nucléaire

Faure Gnassingbé est déterminé à relever les défis énergétiques

Le lundi 2 décembre 2024, le président de la République Faure Gnassingbé a présidé, à Lomé, une cérémonie de signature d'accord de production d'électricité à base de microréacteurs nucléaires entre le Togo et la société américaine Nano Nuclear Energy.



La séance de signature

Les documents ont été signés, côté togolais par le ministre des Mines et des Ressources énergétiques, Robert Koffi Messan Eklo, et pour la société américaine Nano Nuclear Energy par Ian Farnan, président de Cambridge Nuclear Energy Centre. Déterminé à relever les défis énergétiques et à assurer un accès universel à une énergie fiable, abordable et durable, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a pris la décision stratégique d'exploiter

les avancées technologiques offertes par les petits réacteurs modulaires (SMR). Cette technologie novatrice et prometteuse se présente comme une solution idéale pour renforcer la capacité de production électrique du Togo, répondant ainsi aux besoins énergétiques croissants du pays tout en minimisant les impacts environnementaux. Le président de Cambridge Nuclear Energy Centre s'est félicité de la signature de cet

accord de partenariat. « Très heureux d'être ici à Lomé pour lancer officiellement le partenariat entre la République togolaise et Nano Nuclear Energy qui est une force de systèmes de micro-réacteurs nucléaires. Ces systèmes de micro réacteurs sont très bien adaptés à la situation du Togo où la demande énergétique et de réseau électrique évolue rapidement. Il est donc nécessaire de créer un pool Afrique de l'Ouest similaire pour Nano Nuclear Energy, et nous espérons que les signatures observées ici aujourd'hui constituent une étape importante dans cette direction », a déclaré Ian Farnan.

Au Togo, environ 70% de la population bénéficie de l'accès à l'électricité, principalement dans les centres urbains. Pour répondre à la croissance de la demande énergétique des populations des entreprises, et des industries, la diversification des sources d'énergie est cruciale. À cet égard, les petits réacteurs modulaires offrent une alternative modulable et progressive qui permettra non seulement de satisfaire

la demande énergétique croissante du pays, mais aussi de réduire la dépendance aux combustibles fossiles importés, tout en minimisant les impacts environnementaux.

Les petits réacteurs modulaires représentent une avancée technologique majeure avec des caractéristiques de sûreté et de sécurité optimisées. Ils génèrent également peu de déchets comparativement aux réacteurs nucléaires traditionnels, s'inscrivant ainsi dans une démarche de durabilité. Leur intégration dans le mix énergétique togolais pourrait renforcer la résilience énergétique du pays tout en soutenant la croissance économique et la création d'emplois qualifiés.

Pour maximiser les bénéfices des petits réacteurs modulaires, le Togo envisage de développer les compétences nécessaires pour maîtriser ces technologies avancées et gérer les déchets de manière sûre et responsable. La transparence et l'inclusion des populations locales et des parties prenantes seront essentielles pour assurer une acceptabilité

sociale optimale du projet.

Le président de la République a décidé la création de la « Togo atomic energy commission » (TAEC) qui sera chargée de la promotion des applications pacifiques et civiles des sciences et technologies nucléaires. De plus, l'élaboration d'un cadre juridique et réglementaire conforme aux normes internationales de sûreté et de sécurité est indispensable pour encadrer le développement et l'exploitation des SMR. La coopération internationale et la mobilisation de financements adéquats joueront également un rôle clé dans la réalisation de ce projet ambitieux.

En explorant le potentiel des SMR, le Togo affirme sa volonté de s'engager résolument dans une transition énergétique durable et exemplaire. Le Togo peut, en relevant les défis et en saisissant les opportunités offertes par les SMR, se positionner comme un modèle de développement énergétique responsable et inclusif en Afrique de l'Ouest.

E. Dadzie

Commission de l'UA

La présidence djiboutienne sollicite à son tour le soutien du Togo

Le président de la République, Faure Gnassingbé a accordé, le lundi 2 décembre, une audience à une délégation djiboutienne conduite par le ministre djiboutien de la Santé.



Faure Gnassingbé (à droite)

Dr Ahmed Robleh Abdilleh est porteur d'un message du président de la République de Djibouti, Ismail Omar Guelle, relatif au renouvellement des instances de l'Union africaine et aux défis de développement du continent. Cette rencontre a permis à l'émissaire du président djiboutien de solliciter le soutien du Togo à la candidature de son pays pour la présidence de la Commission de l'Union africaine.

« J'ai transmis au président de la République togolaise un message du chef de l'Etat de Djibouti. Le Togo est un pays qui joue un rôle très important sur l'échiquier régional, au niveau de la Cédéao et en Afrique. La République de Djibouti est candidate à la présidence de la Commission de l'Union africaine et, j'ai sollicité le soutien du chef de l'Etat, Son Excellence Faure Gnassingbé et de la République togolaise, dans ce projet » a-t-il précisé.

Le président de la République est connu pour son leadership et sa diplomatie tournée vers l'intégration de la sous-région et de l'Union africaine (UA) avec en toile de fond, le renforcement de la libre circulation des biens, la promotion du transport aérien commun, la consolidation de la paix et la stabilité.

Il y a quelques jours, c'est Raila Odinga, candidat du Kenya au poste de président de la Commission de l'Union africaine ; qui avait été reçu par Faure Gnassingbé. Il sollicitait aussi le soutien du Togo dans ce processus.

TM

Massacre de Thiaroye

Kodjo Adédzé a représenté Faure Gnassingbé à Dakar

Le Sénégal a organisé, le 1er décembre dernier, la commémoration du 80ème anniversaire du massacre de Thiaroye. Des tirailleurs africains, anciens combattants de la seconde guerre mondiale, furent abattus après avoir réclamé leur solde et des conditions de vie dignes.

Cette cérémonie d'hommage a rassemblé plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement africains ainsi que d'autres délégations internationales à Dakar, aux côtés du président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye. Le Togo y était représenté par le président de l'Assemblée nationale, Sevon-Tépé Kodjo Adédzé, au nom du chef de l'Etat. Plus de 4 décennies après, le triste souvenir marque toujours la mémoire collective africaine. En 1944, après avoir combattu sous le drapeau français, plus de 1000 tirailleurs africains environ ont été rapatriés au camp militaire de Thiaroye, dans la banlieue de Dakar. Mais tous ne s'en sont pas sortis vivants.

La commémoration des quatre-vingts ans de ce massacre représente pour le Sénégal et l'Afrique entière, un pas important franchi pour restaurer leur honneur et leur dignité. Au nom du président de la République Faure Gnassingbé, le président de l'Assemblée nationale a assisté au cimetière de Thiaroye, au

dépôt de gerbes en mémoire des tirailleurs tombés pour avoir réclamé justice et dignité. Ces soldats étaient originaires de 17 pays africains notamment l'Algérie, le Bénin, le Burkina-Faso, le Cameroun, les îles Comores, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la

appelant au dialogue et à l'unité des peuples africains. Dans son discours, le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a rendu hommage aux tirailleurs sénégalais morts le 1er décembre 1944. Il a annoncé l'érection d'un mémorial à Thiaroye, qui servira de lieu de mémoire, ainsi que la création d'un centre de documentation



Kodjo Adédzé (au milieu)

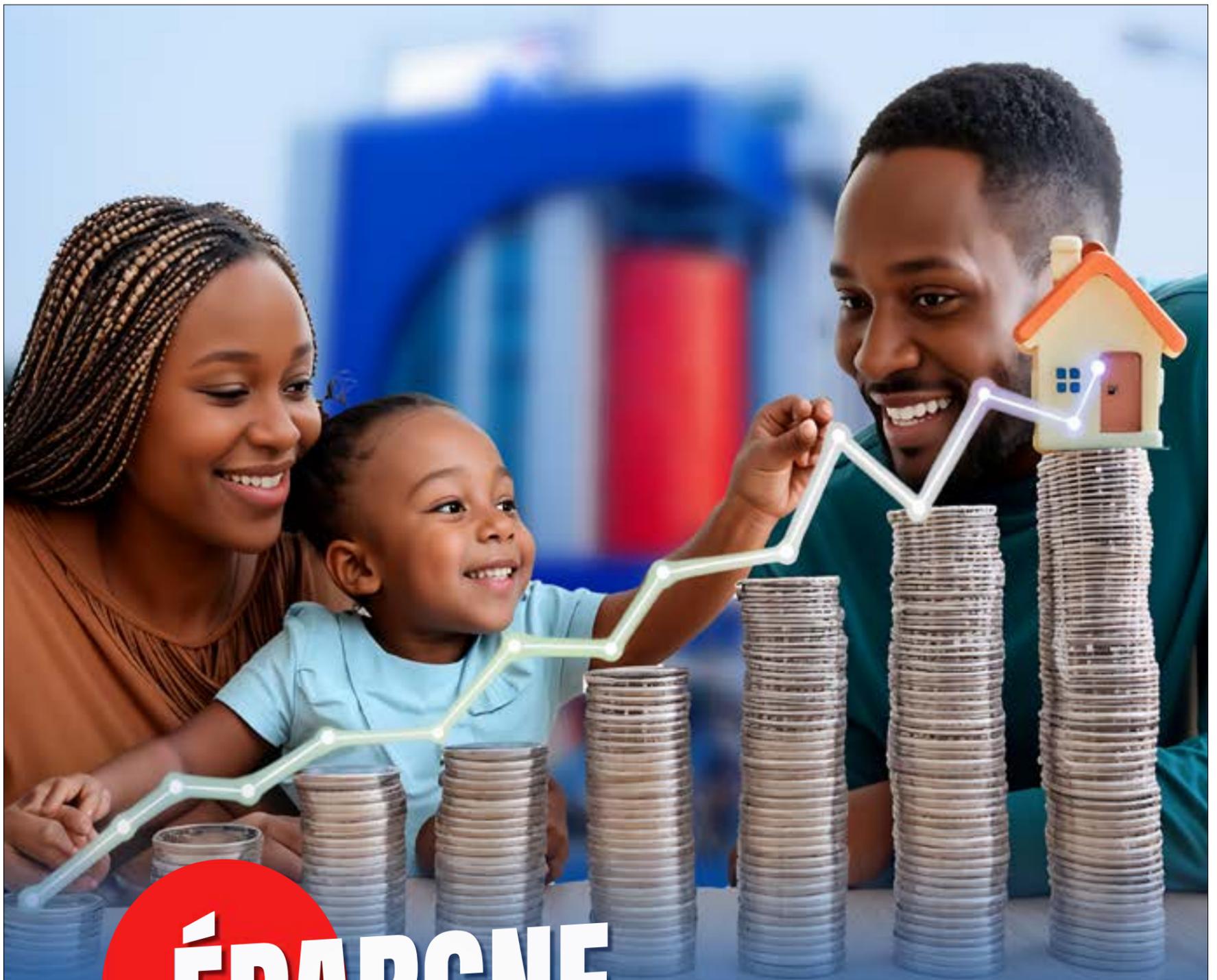
République centrafricaine, le Sénégal, le Tchad, et le Togo. Aujourd'hui, 80 ans plus tard, l'Afrique se souvient encore et honore ces héros oubliés.

La deuxième partie de cette commémoration s'est déroulée au camp Lieutenant Amadou Lindor Fall, avec le rappel de cette tragédie de l'histoire africaine. Les différentes interventions notamment celles du ministre des Affaires étrangères de la France et du président en exercice de l'Union africaine ont souligné la nécessité d'œuvrer pour la justice et la vérité tout en

et de recherche.

Le président sénégalais a également souligné que des rues et des places porteront le nom de cet événement tragique et que l'histoire de Thiaroye sera intégrée dans le système éducatif sénégalais. A ce jour, les circonstances et l'ampleur de la tragédie de Thiaroye demeurent incertaines. Dans la perspective de faire toute la lumière sur cet événement, le Sénégal a demandé le déclassement des dossiers et l'accès libre aux archives civiles et militaires françaises en vue de rétablir les faits.

La rédaction



**ÉPARGNE
Adodoé,**

**ÉPARGNEZ PETIT
ET GAGNEZ GROS.**

Jusqu'au 15 décembre 2024, bénéficiez de
taux exceptionnels sur vos épargnes CORIS
pour assurer l'avenir de votre famille

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



Economie nationale

Vers un renforcement de la coopération entre les grandes entreprises et TPME

Pour stimuler l'économie nationale, les grandes entreprises et les Très petites et moyennes entreprises (TPME) s'accordent à créer un cadre de partenariat. Avec pour ambition d'en faire une rampe d'accélération de croissance, ce cadre a été officialisé, ce lundi 2 décembre à Lomé. La rencontre s'est déroulée lors d'un salon d'affaires et de réseautage, tenu, en marge de la 19^{ème} foire internationale de Lomé.

La mise en relation des TPME locales avec les grandes entreprises du Togo sous régimes fiscaux spéciaux est un moyen sûr de création de la richesse. C'est dans ce sens que cette collaboration stratégique vise à renforcer les liens commerciaux entre les entreprises bénéficiant des avantages du Code des Investissements ou opérant en Zone franche et les PME locales. Concrètement, ce cadre se concentrera sur la conclusion de contrats d'approvisionnement et de services entre les sociétés

bénéficiant de régimes fiscaux spéciaux et les petites entreprises locales.

En outre, cette initiative se veut inclusive en impliquant non seulement les grandes entreprises bénéficiant de régimes fiscaux spéciaux, mais aussi celles opérant en dehors de ces cadres particuliers.

Pour le vice-président de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), Thierry Awesso, ce partenariat entre les grandes entreprises et les TPME est une opportunité inouïe pour ces dernières. Cette initiative permettra à ces entités d'améliorer leur production, d'augmenter leurs revenus et d'accéder à des marchés internationaux. Les grandes entreprises, grâce à leurs ressources financières et leur expertise, joueront un rôle clé dans l'accélération de la croissance des

petites structures. Cette collaboration est d'autant plus cruciale dans le contexte de la Zlecaf, car les TPME pourront

quelques ajustements et sera discuté lors des prochaines réunions entre les parties impliquées. Il s'inscrit dans le contexte

(Zlecaf). Récemment, avec le soutien de l'Allemagne, le ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale a



Salon d'affaires et de réseautage, ce lundi 2 décembre à Lomé

ainsi acquérir des compétences nécessaires pour s'intégrer dans les échanges commerciaux transfrontaliers.

Le projet nécessite encore

actuel où le gouvernement togolais redouble d'efforts pour faciliter l'accès des entreprises locales aux opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine

organisé une formation spécialement dédiée aux responsables des très petites et moyennes entreprises (TPME).

Edy Alley

Coopératives financières

La digitalisation dans le processus d'inclusion financière en Afrique de l'Ouest

Grâce aux services financiers numériques des coopératives et mutuelles financières, le projet Digitalisation des coopératives financières en Afrique de l'Ouest (DigiCoop-Wa) vise à améliorer la vie des populations ouest-africaines. Pour examiner les résultats de ce projet, les acteurs financiers de l'Afrique de l'Ouest, se sont retrouvés, ce lundi 02 décembre à Lomé.

Le projet DigiCoop-Wa est un ambitieux projet soutenu par la Suisse et lancé, il y a de cela 2 ans. Prenant en compte plusieurs pays de la sous-Région (Togo, Bénin, Burkina, Mali, Sénégal), ce projet vise principalement à améliorer les conditions de vie des populations, en mettant l'accent sur les femmes, les petits producteurs et les jeunes. L'objectif est de favoriser l'accès et l'utilisation des services financiers numériques au sein des coopératives et mutuelles financières. Les résultats de l'évaluation réalisée à Lomé ont révélé que plus de 240 000 personnes ont été initiées à l'utilisation des services financiers numériques en seulement deux ans. Ce projet a permis d'ouvrir de nouvelles opportunités pour ces populations

souvent marginalisées, en leur offrant un moyen plus efficace et pratique de gérer leurs finances.

Pour le président du conseil d'administration



Point du projet DigiCoop-WA, ce 02 décembre à Lomé

de la Faïtière des unités coopératives d'épargne et de crédit (Fucec) du Togo, les défis persistent pour une meilleure inclusion numérique. « Si des avancées ont pu être enregistrées grâce aux efforts des pouvoirs publics et des partenaires, il faut reconnaître que beaucoup reste encore à faire », a-t-il précisé. Aux termes des travaux, de nouveaux engagements devraient

être pris, afin de renforcer les actions.

Au fil des 10 dernières années, l'adoption des services financiers numériques a explosé dans la sous-région, passant

la fiabilité parfois douteuse des réseaux de télécommunications, ainsi que la sécurité des données demeurent autant de préoccupations majeures pour les utilisateurs de

été mis en place par la Confédération des institutions financières d'Afrique de l'Ouest (CIF). Aux termes de ce projet, la CIF entend enrôler 300 000 nouvelles souscriptions aux Services financiers numériques (SFN) à travers la collecte de l'épargne villageoise aux moyens de Terminaux de paiements électroniques (TPE), téléphones et tablettes, l'octroi du crédit digital, la monnaie électronique « Danaya cash, le Wallet to Bank et Bank to Wallet). Le projet est accompagné par un programme d'éducation financière pour renforcer la capacité des populations à faire des choix éclairés dans la gestion de leurs finances personnelles et celles concernant leurs activités génératrices de revenus.

ces services financiers numériques. Le projet DigiCoop a

E. A



Arcep

La régulation télécoms au regard des performances

Le Togo travaille pour une régulation efficace des communications électroniques. À cette ère numérique en constante évolution partout dans le monde, le pays met en place, à travers l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), des mesures stratégiques visant à optimiser les rendements.

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) au Togo contribue au développement durable à travers la supervision du secteur. Son importance se manifeste à plusieurs niveaux, contribuant à la croissance économique, à l'innovation technologique et à l'amélioration des services. Les pouvoirs publics sont conscients des défis liés aux coûts de communication, aux offres Internet, à la cybersécurité, à la protection des données, etc. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) joue un rôle fortement appréciable.

Elle est opérationnelle depuis 2020 et régule les marchés de communications électroniques et des postes dans un contexte de modernité et d'évolution technologique. Son rôle de vigile dans le secteur lui permet de suivre toutes les anomalies et de procéder à des sanctions contre les opérateurs de téléphonie mobile qu'elle juge en faute ou non en conformité avec les objectifs de développement poursuivis par l'État. Son centre de contrôle de la qualité de service (QoS) mis en place en 2021, lui permet de suivre les tendances et de formuler des approches aux opérateurs télécoms, entraînant une baisse des tarifs au Togo pour les services voix, data mobile ou la fibre optique.

Arcep : certification de qualité managériale

L'Arcep a obtenu le 21 décembre 2023 la certification ISO 9001-2015 pour la qualité de son management. L'Arcep régule le marché des communications électroniques et des

postes afin de garantir un environnement concurrentiel équitable. Elle supervise les opérateurs via des règles claires, encourage l'investissement et la réduction des coûts pour les consommateurs. Il va sans dire que l'Arcep promeut l'inclusion numérique, le déploiement des infrastructures de communication dans



Télécommunications

les zones éloignées de sorte à réduire la fracture numérique et à offrir à un plus grand nombre de citoyens l'accès aux services de télécommunication et d'Internet. L'Autorité régulatrice s'inscrit dans une perspective d'avenir, en anticipant les évolutions technologiques et les nouvelles tendances du marché.

Le 20 décembre dernier, l'Arcep obtient un triomphe pour son excellence en gestion. Elle a été honorée avec la certification ISO 9001-2015 pour l'excellence de sa gestion (SMQ). La distinction, décernée par la SGS France, salue l'approche axée sur la qualité du régulateur. La SGS France est un leader mondial dans les domaines du test, de l'inspection et de la certification. Elle a été accordée au gendarme des télécommunications à l'issue d'un processus de 12 mois au cours duquel il s'est distingué par son engagement en faveur d'une régulation de qualité, crédible et déterminante pour le secteur numérique au Togo.

Au ministère de l'Économie numérique et de la Transformation digitale, on indique que le pays ne peut pas réaliser ses ambitions dans le secteur numérique sans

un régulateur performant. C'est pourquoi l'Arcep est appelée à maintenir cet élan pour d'autres réussites de ce genre. L'Arcep assure, avec une détermination infaillible, de continuer sur cette voie d'amélioration de la qualité, en accomplissant sa mission d'accompagnement du gouvernement dans sa politique de développement



des communications électroniques et des postes.

Booster du budget de l'État et free roaming

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes a été créée pour bouger les lignes. Institution de droit public dotée d'une autonomie financière et de gestion, elle s'est inscrite dans une démarche qualité. L'objectif de l'Arcep consiste à satisfaire les exigences de ses clients ou les différentes parties prenantes que sont les consommateurs, les usagers, les opérateurs économiques, les prestataires externes, les collaborateurs, etc. Le gendarme des



Ingénierie télécoms

télécoms performe là aussi. Seulement au cours de l'année 2022, la participation de l'Arcep au budget de l'État est allée à 4 milliards de francs CFA.

Entre 2021 et 2023, elle a contribué à hauteur de 9,8 milliards de francs CFA au budget. Elle tire cet argent des sanctions qu'elle inflige aux opérateurs de téléphonie mobile qui entravent les règles établies par le gouvernement.

Sa principale mission est de mettre en place les conditions pour une concurrence saine, loyale et non discriminatoire sur les marchés des communications électroniques et des postes, tout en favorisant l'accès au plus grand nombre à des services de qualité et à des prix abordables.

La portabilité des numéros mobiles en fait partie. C'est un service qui permet à un abonné de changer d'opérateur de téléphonie mobile tout en conservant son numéro de téléphone. Il offre la possibilité de transférer son numéro d'une compagnie de téléphonie à une autre. Le processus favorise la concurrence entre les opérateurs de téléphonie mobile en offrant aux utilisateurs la liberté de choisir leur fournisseur sans avoir à changer leur numéro de téléphone. Conformément à sa vision de modernisation et de facilitation de la vie des abonnés, l'Arcep a enclenché en avril 2023 le processus de mise en œuvre technique de la portabilité des numéros mobiles. 95 % des consommateurs qui ont été sondés sont favorables à cela.

L'Arcep est en train

leur téléphone à l'étranger pour les appels, les SMS et l'Internet. Des accords sont signés avec le Bénin, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Mali afin que les citoyens togolais en déplacement sur ces territoires ou dans l'autre sens, puissent communiquer à coût faible, tout en conservant leurs cartes Sim.

Cybersécurité au Togo : contourner les pièges

Le gouvernement togolais renforce inlassablement la cybersécurité pour faire face aux défis numériques de l'heure. Le pays est proactif dans la protection des données et des infrastructures numériques, face aux défis croissants liés à la cybercriminalité.

Le Togo investit dans des technologies de pointe et des centres sécurisés pour une veille constante et une réaction rapide, bref être paré à toutes les menaces cybernétiques. C'est cette ambition qui l'a amené à créer l'Agence nationale de la cybersécurité (Ancy). Elle est l'autorité en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information au Togo. Le décret portant création de l'Ancy garantit la cybersécurité avec comme corollaire, la répression de la cybercriminalité. Elle concourt à la définition et à la mise en œuvre de la politique et des orientations stratégiques en matière de cybersécurité. L'Agence est chargée de la sensibilisation des usagers des équipements, des services et installations informatiques, de la prévention des intrusions. Elle assure la coordination et la riposte aux attaques informatiques.

Par ailleurs, l'Ancy instruit les demandes de qualification et qualifie les produits de sécurité et les prestataires de services de confiance pour les besoins de la sécurité des systèmes d'information. Surtout dans des périodes comme la fin d'année et les premiers mois de la nouvelle année. L'Agence nationale de cybersécurité (Ancy) appelle à une vigilance accrue, signalant une augmentation des activités malveillantes. Selon la direction de

L'Agence, durant ces périodes de célébrations et d'achats, les cybercriminels font preuve de créativité pour faire tomber les citoyens dans le panneau. Il faut donc faire attention. Parmi les cas d'escroqueries en ligne à surveiller, il y a le Phishing qui consiste pour les fraudeurs à envoyer des e-mails ou des messages frauduleux, se faisant passer pour des entités

légitimes pour obtenir des informations personnelles ou financières. Il y a l'arnaque aux loteries et aux prix : des offres de gains

articles commandés. Des scams amoureux : des escrocs créent de fausses identités en ligne pour établir des relations et extorquer de l'argent. Sans oublier la fraude aux investissements : les promesses de rendements élevés cachent souvent des schémas de Ponzi ou des investissements fictifs. Ne tombez plus dans le piège.

(Fratel). Centrée autour du thème « Économie de la donnée et services numériques : quels enjeux de régulation technico-économiques », l'initiative entend mener des réflexions sur les enjeux de régulation technico-économiques de

potentielles défaillances du marché du stockage de la donnée, les interventions publiques pour y remédier ainsi que sur les mesures réglementaires pour permettre l'émergence et le développement des services numériques, en



Siège Arcep Togo

de prix incroyables sont annoncées, mais avant de les réclamer, les arnaqueurs vous demandent de payer d'abord. La fraude sur les achats en ligne : des sites web malveillants vendent des produits contrefaits ou n'envoient jamais les

L'Arcep fait un gros travail pour permettre aux utilisateurs ou abonnés des opérateurs de téléphonie mobile de profiter de bonnes offres et à moindre coût. Le Togo accueille cette année une rencontre des régulateurs télécoms d'Afrique francophone. Il s'agit du 21e séminaire du Réseau francophone de la régulation des télécommunications



Cyber-sécurité

l'utilisation des données non personnelles du secteur public et des entreprises. Il est aussi question des particulier les paiements mobiles.

Attipoe Edem Kodjo



VIVEZ LE GRAND SPECTACLE DE RIRE





28 DÉCEMBRE 2024

19H00'

HÔTEL MIRAMBEAU

AGBALEPEDO, LOME TOGO, à 100m à droite après la station total en venant de GTA

ZOUM COMMUNICATION

+228 90 31 26 76

GÉOVANI - PROFESSEUR ABAWOWE - MAJORITO TOTO - DOCTEUR DU RIRE - TOVIA INTERNATIONAL - KEDMAR - BOUKARI DU TOGO - DR CLEMENT - SERGENT AZOTI - GÉNÉRAL INTOMBABLE - MODESTE MP3 - ELZA NAKORDJA - PASTEUR ZOMINO - JOCELYN DOGBO - LEMEZ - VALENTIN VIERA - JACQUES ABLATE - GOHOU JUNIOR - BRIZ ET SON PAPA - ANTIDOTE - JEAN DATOL - TABIG - FILLE DE LA BINAH - LES 2 TOURBILLONS - ISSIFOU ET BATCHANA



Débat

Un ami après 7 mois de fiançailles reconnu par l'église fini par apprendre et confirmé que sa fiancée a déjà été divergée par un ami d'une autre église voisine avant même le début de leur fiançailles et que ce dernier avait refusé de l'épouser aussi.

Question: Faut-il encore maintenir ces relations de fiançailles jusqu'à aller au mariage ou les rompre ?

Polémique



Voici l'héritage de deux frères, Celui qui est au-dessus a renouvelé sa partie. Celui du bas dit qu'il veut casser pour lui et reconstruire. Ça va se passer comment ?

Blague

Selon le pédigrée, le chromosome de la femme est XX, or l'homme est XY. Ce qui montre que la femme est toujours unique et lié à un seul homme. L'homme utilise X pour rester avec sa femme et Y pour gérer le dehors. En conclusion, l'infidélité de l'homme est naturelle.

Blague

Un groupe de touristes visitant une ferme de crocodiles se trouvait sur une structure flottante au milieu d'un lac avec de nombreux crocodiles énormes.

Le propriétaire de la ferme a lancé un défi à ses invités : "Quiconque ose se jeter à l'eau, nage jusqu'au bord et survit, recevra 10 millions de dollars". Un silence de cimetière fut alors observé, personne n'osa bouger. Soudain, il vit un homme se jeter dans la flotte... Il a été immédiatement pris en chasse par les crocodiles, mais avec beaucoup de chance et de courage, l'homme en est finalement sorti indemne, à la grande surprise et admiration du public. Le propriétaire a annoncé : « Nous avons un vaillant gagnant » Après avoir récupéré sa récompense, l'homme et sa femme sont retournés dans leur chambre d'hôtel. "The Brave Man" dit à sa femme, "Je n'ai pas sauté... QUELQU'UN M'A POUSSÉ" Sa femme sourit et dit froidement "c'est moi" Morale de l'histoire: "Derrière chaque homme qui réussit, il y a une femme qui le pousse".

Histoire drôle

Dans un village vivait un riche homme, un boucher et un boulanger. Chaque jour le boulanger passait dans chaque famille et donnait à chacun du pain. Il en était de même pour le boucher qui après avoir tué son bœuf, distribuait la moitié de la viande aux villageois.

Quant au riche homme, rien du tout.

Un jour le riche tomba malade, personne au village n'est parti lui rendre visite.

L'état de sa santé se détériorait de jour en jour et personne ne lui rendit visite. Il fini par succomber de sa maladie.

Il fut enterré par les membres de sa famille seulement. Les villageois ont refusé de les aider car pour eux, de son vivant, le riche n'avait rien fait pour eux.

Le lendemain du décès du riche homme, ni le boucher, ni le boulanger ne donnait encore quelque chose aux villageois. Comme la situation se répétait chaque jour et que les habitants avaient l'habitude de recevoir de la viande et du pain chaque matin, ils partirent se plaindre auprès du boucher et du boulanger. Les deux les firent savoir que c'était le riche qui achetait le pain et la viande afin qu'ils partagent aux villageois. Mais comme il n'était plus, eux aussi ont cessé de donner.

Les villageois sont rentrés tous tristes pour avoir causé du tort au riche.

Hélas!! C'était trop tard pour se faire pardonner.

Mon frère, ma sœur, ne préjugeons jamais quelqu'un.

Combien de fois nous avons eu tort de juger une personne avant de prendre connaissance de la réalité?

Que Dieu nous pardonne pour toutes nos erreurs!

Un texte de Diarrassouba.

Petite réflexion

Pour construire une maison sur 1 lot il faut minimum 40 000 000. Si quelqu'un gagne 200 000/Mois et qu'il épargne 100 000/mois il lui faudra 33 ans pour rassembler le budget pour cette construction.

S'il commence à économiser à partir de 30 ans cela veut dire qu'il pourra construire à 63 ans. Maintenant certains sont à 40 000/mois je vous laisse faire le calcul.

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Bénéglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscaïns), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC.

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME);

Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

Art

La sculptrice togolaise, Afi Akogonya fait sa 1ère exposition

C'est une première pour l'artiste sculptrice togolaise, Afi Akogonya. Titrée "Alodo", qui veut dire "entraide" en français, cette exposition marque un tournant dans la carrière de l'artiste. Sous le regard curieux et charmeur des visiteurs, Afi Akogonya fait découvrir à travers cette exposition, l'esthétique de ses œuvres. Ce vernissage s'est ouvert, ce samedi 30 novembre à Lomé, en présence des amoureux de l'art.

À travers "Alodo", Afi Akogonya met en relief les 4 éléments de la nature que sont la terre, l'eau, l'air et le feu. Face aux enjeux liés au changement climatique, l'artiste ne veut pas rester insensible. Elle veut sensibiliser l'opinion sur le besoin de l'homme de sauvegarder l'environnement qui est son unique et seul habitat naturel. « J'ai essayé de représenter les 4 éléments de la vie d'où le vent qui est en blanc, le feu qui est peint en rouge. L'eau qui est peint en bleu et la terre qui est peint de couleur terre », a expliqué la sculptrice. Pour parvenir à ces œuvres, l'artiste a puisé son inspiration de plusieurs sources, mais aussi parfois de l'ineffable. « Ces sculptures sont la source de mon inspiration et de ce que la nature me procure. C'est par rapport à ça que je choisis les couleurs sur mes œuvres. Parfois, c'est la forme du bois qui m'inspire et d'autrefois, c'est juste comme ça par inspiration que je sculpte. La nature tout d'abord est un mystère », a précisé Afi Akogonya.

En titrant cette exposition "Alodo", la sculptrice veut encourager un meilleur dialogue entre l'homme et son environnement. « L'exposition concerne la nature et je me suis inspiré



d'elle. Selon la manière dont se comporte. Vis-à-vis de la nature je pense qu'on est en train de brutaliser la nature, on est en train de menacer la nature. Alors que sans la nature, il n'y aura pas de vie », a déclaré l'artiste. Pour l'artiste sculpteur, Sadikou Oukedjo, les œuvres sont très prometteuses. « J'ai observé et j'ai suivi cette exposition. Elle a parlé de l'environnement. C'est bien parce que c'est abstrait, il n'y a pas de visage, c'est intrigant. C'est de très belles œuvres. La composition tout comme l'installation est très bien faite. C'est très prometteur », a-t-il mentionné.

Travaillant souvent le bois auquel elle associe d'autres matières comme des clous et des couleurs, la sculptrice pour cette exposition se retrouve dans la même dynamique artistique. Les 4 éléments représentés par 3 figures artistiques chacune, ont leur particularité. D'abord,

l'élément terre est sculpté sur bois peint en latérite. Puis l'élément air, sculpté sur bois peintes à l'acrylique avec des perlage.

perlage. Enfin, l'élément feu est aussi peint sur bois peintes à l'acrylique avec un assemblage de clous. Cette première exposition

Je fais un peu de design, je fais également des tabourets, des tableaux et un peu de tout », a-t-elle ajouté. Pour cette première, Afi Akogonya remercie ses clients qui l'ont conduit à faire cette exposition mais surtout, l'équipe de Tayé-tayé qui l'a fortement encouragé. « Moi je trouve que la matière du bois pour une femme en plus ce n'est pas évident, parce qu'il faut une certaine force pour la maîtrise de ce médium. La forme aussi n'est pas maîtriser, déjà elle a voulu lui donner des couleurs, du perlage aussi, c'est vraiment riche en soi. Donc au niveau artistique, je trouve que c'est très intéressant », a indiqué Anne-Marie Robert, une visiteuse.

Suite à ce vernissage, l'exposition se tiendra du 02 au 14 décembre 2024 à



Exposition "Alodo", vernissage tenu ce samedi 30 novembre à Lomé

Ensuite, l'élément eau est également sur bois peintes en l'acrylique avec des

de la sculptrice succède à 6 années d'apprentissage du métier de sculpteur. «

l'atelier Tayé-Tayé à Lomé.

E. A



PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADMETHOPE
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



www.pia-togo.com

CoP 29

Adoption d'un accord a minima et de surcroît incertain

La 29^{ème} Conférence des Parties (CoP 29) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a pris fin à Bakou en Azerbaïdjan le dimanche 24 novembre 2024. Les pays riches se sont engagés à contribuer à hauteur d'au moins 300 milliards de dollars par an d'ici 2035 à la lutte mondiale contre le changement climatique. Au vu des attentes et des prévisions, cette CoP est un échec, une nouvelle duperie.

Les pays en développement, qui avaient demandé une aide de plus de 1.000 milliards de dollars, ont qualifié l'accord d'« insulte » et ont affirmé qu'il ne leur donne pas les ressources vitales dont ils ont besoin pour s'attaquer véritablement aux complexités de la crise climatique. Le coût de l'adaptation est plus élevé qu'en 2009 où l'on promettait 100 milliards de dollars par an.

Après deux semaines d'intenses négociations, les Parties ont convenu de fournir ce financement chaque année, avec un objectif global de financement du climat devant atteindre « au moins 1.300 milliards de dollars d'ici à 2035 ». Mais, il faudrait qu'ils atteignent réellement les 300 milliards de dollars, pour espérer évoluer vers les 1300 milliards de dollars à l'horizon 2035. Il faut rappeler que l'objectif précédent n'a pas été atteint...

Les pays se sont également mis d'accord sur les règles d'un marché mondial du carbone soutenu par les Nations unies. Ce marché facilitera l'échange de crédits carbone, incitant les pays à réduire leurs émissions et à investir dans des projets respectueux du climat. Il faut relever que cet accord est controversé parce que des détails permettent de se rendre compte que les pays africains seront lésés. Il s'agit là de l'un des principaux sujets abordés lors de la double prolongation du sommet. L'extension d'un programme centré sur le genre et le changement climatique en faisait également partie. Ce sommet avait été baptisé « CoP sur le financement du climat », et les représentants de

tous les pays cherchaient à établir un nouvel objectif, plus élevé, en matière de financement du climat. Cet objectif, ou Nouvel objectif collectif quantifié (NCQG), remplacera l'objectif actuel de 100 milliards de dollars qui doit expirer en 2025.

Au cours des derniers jours de la CoP29, les équipes de négociation des pays développés et en développement étaient dans l'impasse quant à la conclusion d'un accord final. Selon certaines informations, les représentants des pays les moins avancés et de l'Alliance des petits États insulaires (Apei) ont quitté les négociations.

Les résultats sont très en deçà des attentes des Parties

« J'avais espéré un résultat plus ambitieux, à la fois sur le financement et l'atténuation, pour relever le grand défi auquel nous

s'agit d'une lueur d'espoir, mais seulement si les engagements se traduisent par une action rapide. « Les engagements doivent rapidement se transformer en espèces sonnantes et trébuchantes », a insisté le secrétaire général de l'Onu, exhortant tous les pays à travailler ensemble pour atteindre ce nouvel objectif financier.

Au-delà du financement, la CoP 29 s'est appuyée sur les avancées précédentes en matière d'objectifs de réduction des émissions, sur l'accélération de la transition énergétique et sur un accord longterm attendu sur les marchés du carbone. Ces résultats ont été obtenus malgré un « paysage géopolitique incertain et divisé », qui menaçait de faire dérailler les négociations.

Le chef de l'Onu a félicité les négociateurs d'avoir trouvé un terrain d'entente, argumentant :

pour tous. Mais comme toute police d'assurance, elle ne fonctionne que si les primes sont payées intégralement et à temps », a-t-il fait observer.

Il a reconnu qu'aucun pays n'a obtenu tout ce qu'il voulait et que le monde quitte Bakou avec une montagne de travail à poursuivre. « Ce n'est donc pas le moment de faire des tours de piste. Nous devons nous fixer des objectifs et redoubler d'efforts sur la route qui mène à Belém », dans la région amazonienne du Brésil, qui devrait accueillir la CoP 30 l'année prochaine.

Les pays en développement ont clairement exprimé leur déception

Si certaines délégations ont applaudi l'accord, d'autres, en particulier celles des pays en développement, ont exprimé leur profonde déception face à un objectif de financement «

développés qu'ils fassent preuve d'une ambition bien plus grande. Le montant retenu n'inspire pas confiance quant à notre capacité à nous sortir de ce grave problème qu'est le changement climatique ».

Un représentant d'un groupe de Petits États insulaires a déclaré : « Après la fin de la CoP29, nous ne pourrions pas nous contenter de naviguer vers un avenir rassurant, car nous sommes littéralement en train de couler ». Par ailleurs, les résultats de la conférence ont mis en évidence « la différence de situation entre nos pays vulnérables et les pays développés ».

Le représentant de la Sierra Leone a déclaré que les nations africaines étaient déçues du résultat, qui « signale un manque de bonne volonté de la part des pays développés ». En effet, l'accord de 300 milliards de



Vue partielle des participants à la CoP 29

sommes confrontés », a déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, réagissant aux résultats. Il rappelle qu'un accord à la CoP 29 était absolument essentiel pour maintenir la limite de 1,5 °C. Pour le chef de l'Organisation des Nations unies (Onu), cet accord constitue une base sur laquelle construire. « Il doit être honoré dans son intégralité et dans les délais impartis. Les engagements doivent rapidement se transformer en liquidité. Tous les pays doivent s'unir pour faire en sorte que ce nouvel objectif soit atteint », a affirmé Antonio Guterres.

Pour de nombreuses nations vulnérables, il

« Vous avez montré que le multilatéralisme, centré sur l'Accord de Paris, peut trouver un chemin à travers les questions les plus difficiles ». Le secrétaire exécutif de la CCNUCC, Simon Stiell, a pour sa part décrit le nouvel objectif de financement convenu lors de la CoP 29 comme « une police d'assurance pour l'humanité ».

« Cet accord permettra à l'essor des énergies propres de se poursuivre et de protéger des milliards de vies. Il aidera tous les pays à partager les énormes avantages d'une action climatique audacieuse : plus d'emplois, une croissance plus forte, une énergie moins chère et plus propre

insultant » et au fait que le texte final ne s'appuie pas sur un accord adopté l'année dernière appelant les nations à « abandonner les combustibles fossiles ». Tout le monde sait que cette affaire d'abandon des énergies fossiles est un mensonge. Les tendances au niveau mondial, le prouvent suffisamment. Ce sont d'ailleurs les grandes multinationales d'énergies qui influencent le plus les négociations climatiques ; avec les résultats que l'on connaît.

Le représentant de l'Inde a vivement dénoncé le nouvel objectif, le qualifiant de « somme dérisoire » et soulignant : « Nous attendons des pays

dollars représente « moins d'un quart de ce que la science montre comme étant nécessaire et à peine suffisant pour éviter une catastrophe climatique ».

Adoptant un ton différent, un représentant de la délégation de l'Union européenne a déclaré que le nouvel objectif de financement de la lutte contre le changement climatique « apportera simplement beaucoup, beaucoup plus d'argent privé sur la table, et c'est ce dont nous avons besoin. Et grâce à ces fonds, nous sommes convaincus que nous atteindrons l'objectif de 1,3 billion de dollars ».

Edem Dadzie

WA-ECS Lomé 2024

Bâtir un avenir énergétique durable pour l'Afrique de l'Ouest

Le mardi 3 décembre 2024, la Première ministre Victoire Tomégah-Dogbé a au nom du président de la République Faure Gnassingbé, officiellement ouvert les travaux du sommet de la coopération énergétique de L'Afrique de l'Ouest (WA-ECS). Cette rencontre se tient jusqu'au 5 décembre 2024 à Lomé.

Le WA-ECS est placé sous le thème : « Renforcer la croissance de l'Afrique de l'Ouest grâce à un partenariat stratégique en matière d'énergie ». L'Afrique de l'Ouest compte plus de 400 millions de personnes. Le taux moyen d'électrification dans la région est de 56%. Dans certaines zones rurales, jusqu'à 80% de la population n'a pas accès à l'énergie.

« L'accès universel à l'énergie n'est pas un luxe, mais un droit fondamental, un moteur de développement économique et social et une condition essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable », a observé Abdoulaye Sylla, gestionnaire de portefeuille et responsable du développement de l'entreprise, EnergyNet.

Les infrastructures sont également obsolètes. Les systèmes énergétiques souffrent d'un déficit d'investissements. Ce déficit énergétique limite les possibilités d'éducation, de soins de santé, et de développement économique. Alors que tout le monde évolue vers les énergies renouvelables, l'on doit s'assurer que la transition énergétique est juste, inclusive au contexte de l'Afrique de l'Ouest. La région regorge d'énormes potentialités en ressources naturelles et énergétiques.

La situation nécessite d'initier des projets innovants pour attirer de grands investissements, afin de réaliser de grandes infrastructures. « La tenue de ce sommet s'inscrit dans la vision du chef de l'Etat son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, qui s'engage pour que le Togo atteigne l'objectif de développement durable numéro 7 (accès universel à l'énergie) par la coopération avec les autres pays », a affirmé Robert Koffi Messan Eklo, ministre des Mines et des Ressources

énergétiques. Selon lui, il faut des actions communes qui passent par : le développement de solutions énergétiques durables, la stimulation des investissements régionaux, l'innovation technologique. « L'Afrique ne peut plus continuer d'être un

Victoire Tomégah-Dogbé. Selon elle, il faut construire une résilience énergétique régionale, car aucun pays ne peut y arriver seul. « Le Togo pour sa part porte une vision audacieuse, celle d'un modèle de développement régional où l'énergie accessible et abordable

de l'Ouest appartient à ses populations, notamment à sa jeunesse.

Madame Tomégah-Dogbé recommande de former les jeunes aux métiers de l'énergie, d'encourager l'innovation locale, et d'investir dans la recherche



L'hôtel du 2 février de Lomé où se tient le sommet

simple consommateur des innovations technologiques», a-t-il déclaré. « L'accès à l'énergie est avant tout une affaire de justice sociale », a rappelé pour sa part

le soubassement d'une transformation économique durable », a indiqué Victoire Tomégah-Dogbé. Par ailleurs, elle est convaincue que l'avenir énergétique de l'Afrique

et le développement. « Ce sont ces talents jeunes qui construiront des solutions adaptées à nos réalités », a insisté la Première ministre du Togo.

Edem Dadzie

En un clic,
payez votre
TVM
par

sur l'application
OTR TVM

Disponible sur Google Play

FEDERER POUR BATIR

www.otr.lg

#Ose
Passer
À l'Action!

Promo Conso, C'magik!

Réponds aux questions
chaque jour et gagne des lots.

G-COM

MOOV par SMS au **5050**

Côté : 50F/sms

Un monde nouveau vous appelle.

Moov
Africa